

## La soif de l'État par Ghassan Salamé

**J**e voudrais résumer devant vous quelques conclusions auxquelles je suis parvenu après une bonne dizaine d'années de travail sur l'État, travail qui a déjà donné lieu à trois publications, deux en arabe et une en anglais. Si je devais faire la même archéologie que celle que Monsieur Chevallier a faite sur ses propres ouvrages, si je devais la faire sur les miens, le mot qui s'imposerait est celui d'une très grande inquiétude.

L'inquiétude est fondée au départ sur un constat étymologique. L'État (the State) donne une connotation très nette de permanence, alors que le concept de « *dawla* » qu'on a voulu être l'équivalent arabe de *État* vient, au contraire, d'une source qui implique un changement permanent : « *dala* », « *yadoulou* », « *al-dawla* »... d'où cette association que M. Chevallier a mentionnée entre l'État et le changement dynastique. Mais il y a plus que cela. Tous les ouvrages qui nous parviennent du XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècle sur l'évolution de la pensée arabe et qu'on appelle communément « *an Nahda* » parlent de ce très grand impact de la Révolution française sur cette pensée. On peut lire Rifah al Tahtaoui dans le texte, mais si l'on prend les différents textes qui ont été publiés sur l'État tel qu'il est vu par nos penseurs du XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècle on voit le grand impact de la Révolution française. Je citerai, en particulier, les deux ouvrages de base que sont ceux d'Albert Hourani : « *Arabic thought in the liberal age* » (La pensée arabe à l'âge libéral) et du jordanien Fahmi Gadaan : « *Ousoss al takaddom 'ind al-'Arab* » (les bases de l'évolution chez les Arabes). Les deux penseurs aboutissent à noter, à constater ce grand impact de la Révolution française sur la pensée arabe.

Or cette pensée, nous le constatons aujourd'hui, est une pensée en panne. Pourquoi ? Parce que ces penseurs-là paraissent aujourd'hui, aux yeux de courants de pensée dans la région, comme ayant fait - si je

cas égyptien contre le khédive Ismaïl et dans d'autres cas aussi - le mouvement nationaliste était l'autre face du mouvement fondamentaliste c'est-à-dire que ces deux mouvements se sont liés dans un même mouvement pour refuser et le dominateur et ses idées.

C'est pourquoi les idéaux de la Révolution française aboutissent dans notre région du monde à certains effets pervers dont nous vivons aujourd'hui les conséquences, et trop souvent dans le sang.

Les effets pervers, pour prendre deux autres exemples que l'on voit bien - et c'est peut-être pour cela que j'ai parlé de soif d'État - dans deux cas qui me paraissent être des cas limites. Le cas soudanais particulièrement passionnant d'abord, et où l'on aperçoit un legs britannique important, immense, sur la culture politique. Une culture politique non seulement à forte tendance parlementaire qu'on voit s'opposer à une absence quasi totale d'État. Une culture ne s'incarne pas dans des institutions politiques pouvant la rendre permanente et la rendre défendable.

L'exemple libanais est l'autre cas extrême où nous avons aussi une culture politique qui est devenue démocratique alors qu'elle ne l'était pas au préalable. Aucune des communautés fondatrices de l'État libanais n'est marquée dans son histoire par un idéal démocratique. Mais leur simple existence a fait créer la démocratie comme par accident et la culture politique est devenue démocratique, même de plus en plus démocratique voire extrêmement démocratique. Cependant elle n'est pas étatique ; elle n'est pas porteuse d'État.

Nous avons, comme cela, des effets pervers dont je vous ai indiqué quelques exemples. Mais la perversion qui me paraît la plus grave est à rechercher dans les États d'Orient qui sont autoritaires, sécularisants et socialisants. C'est là qu'on trouve les perversions des idéaux de la Révolution française dans leur forme peut-être la plus tragique.

J'ai essayé de résumer cette perversion dans mon ouvrage paru en arabe *La société et l'État dans le Levant arabe*, et si je devais le résumer en quelques mots je dirais la chose suivante : nous assistons dans des pays comme la Syrie, l'Irak, la Jordanie dans une certaine mesure, et d'autres pays encore à un phénomène particulier que l'on peut définir en le résumant de « *Assabya* » - des phénomènes de solidarité préétatique. Ces « *Assabya* » qui sont d'origine rurale et qui ont une coloration confessionnelle très forte vont utiliser de la manière la plus systématique les appareils de la modernité.

Qui sont ces appareils de la modernité ? L'école, le parti politique,

l'école militaire, la caserne... ces instruments de la modernité qui sont à la fois les instruments de l'État, les « *Assabya* » vont les utiliser pour envahir la ville et pour dominer l'État. Car ces « *Assabya* » rurales ont compris deux choses fondamentales :

La première est que le système international contemporain est un système conservateur en matière territoriale, c'est à dire que les deux grandes puissances, étant des puissances continentales, n'ont aucun intérêt à la révision des frontières. Par conséquent, contrairement aux élites et aux masses urbaines, les « *Assabya* » rurales ont tôt compris que les frontières étaient là pour rester. Pendant que les masses de Damas ou de Bagdad ou d'ailleurs manifestaient pour réviser les frontières dans un sens ou dans un autre, pour intégrer les quatre cazas, pour intégrer le problème palestinien dans un projet Grand-Syrien ou encore pour acclamer Nasser, les « *Assabya* » rurales ont compris que ces masses ou élites urbains jouaient un jeu perdant à l'avance.

La deuxième chose que les « *Assabya* » ont compris et qui me paraît capitale aussi est qu'il fallait arracher à la ville son discours afin de la mieux dominer. C'est pourquoi ces « *Assabya* » rurales, tout en suivant une politique excessivement isolationniste dans le terme interarabe contemporain - c'est-à-dire une politique fondée sur la permanence, l'isolation des États contemporains - ont arraché le discours unitaire à la ville et l'ont adopté. Cela était fait principalement pour s'assurer une hégémonie totale sur la ville à qui on a arraché son discours dominant et qu'on a entourée généralement d'un noyau sécuritaire fait du phénomène démographique bien connu qui est le passage massif de la campagne à la ville des membres mêmes de ces « *Assabya* » rurales.

L'État, dans cette dynamique sociale là, n'est plus qu'un couvert pour une domination de nature Khaldunienne, d'une « *Assabya* », sur la ville et sur l'ensemble de la société. L'État n'est plus ensuite qu'un instrument pour perpétuer et pour rationaliser - je ne dis pas légitimer - cette domination sectaire, confessionnelle ou régionale sur l'ensemble de la société. C'est pourquoi, le débat politique qui se fait actuellement dans ces pays là est un débat plus centré que jamais sur la ville. Il y a là un télescopage de 1789 et, dans une certaine mesure, de la Commune de Paris. Nous assistons en réalité à une contestation, à une protestation larvée - ou quelquefois active - contre cette domination qui part systématiquement de la ville : le seul moyen de gêner les pouvoirs en place c'est la guérilla urbaine. Il ne se passe plus rien de politiquement pertinent en dehors de la ville.

Nous arrivons aussi à un État qu'on a intégré formellement mais qui se

trouve perverti par une série de maladies qui l'éloignent systématiquement de son modèle d'origine. Je vous citerai quelques unes de ces catégories d'États pervers.

La première est celle de l'État autoritaire. L'État qui a retenu de la Révolution française la Terreur mais non le Tiers-État ni le reste. Nous avons aujourd'hui plusieurs États « terroristes » dans nos sociétés. La victime de ce terrorisme est généralement la société elle-même. En réalité nous avons une espèce de stalinisme au rabais qui fonde plusieurs légitimités locales. Or, comme le modèle stalinien est en crise actuellement, nous assistons à une montée d'un autoritarisme local qui marche de plus en plus à visage découvert, c'est-à-dire à visage confessionnel, à visage arbitraire découvert. Toutefois, le modèle lui-même étant en crise, ses copies locales le sont encore plus.

Le deuxième modèle, sur lequel je reviendrai plus loin, est ce que j'appelle les États fatigués. C'est l'État qui, dans sa grande expansion des années 50 notamment, s'est donné des charges qu'il n'est plus capable aujourd'hui d'assumer. Pour cela, il se retire et, dans sa retraite fort peu digne, il favorise l'émergence de ce que James Rosenou appelle « *le sous groupisme* » ; c'est-à-dire l'émergence de groupes que l'État tolère de plus en plus comme des espèces d'alternatives sectorielles ou locales à l'hégémonie de l'État. C'est dans ce cadre là qu'il faut penser la privatisation économique telle qu'elle s'opère dans de nombreux pays arabes aujourd'hui.

Nous avons ensuite le modèle des États dont l'évolution a été arrêtée. Un exemple typique et clair est celui du Liban. La guerre que nous vivons au Liban est bien complexe mais elle a un aspect, croyez-moi, littéralement réactionnaire, c'est-à-dire que nous retrouvons, dans un aspect fondamental de cette guerre, la résistance des victimes d'une éventuelle émergence d'un État moderne contre ce processus. Je n'ai pas le temps de m'exprimer plus longtemps sur ce point mais c'est ainsi qu'un État en formation lente - mais sans doute plus prometteuse que d'autres émergences d'État dans la région - s'est arrêté d'une manière brutale du fait d'une guerre que cet État a dû subir.

Nous avons aussi le modèle d'État souhaité mais non réalisé. L'exemple palestinien est là pour nous montrer que ce genre de soif d'État existe. Les palestiniens ne sont pas les seuls dans cette situation mais leur cas est tout de même le plus intéressant, le plus central.

Nous avons ensuite un phénomène que l'on retrouve en Egypte et en

Algérie aujourd'hui, qui est celui de l'État qui, dans sa retraite par rapport à la société civile, se subdivise en une confédération d'administrations plus ou moins autonomes : l'armée d'une part, la police de l'autre, le secteur économique d'un côté, le secteur dépendant de l'intervention extérieure de l'autre... et l'on voit ainsi que le chef de l'État, même le Grand Pharaon d'Égypte, figure autoritaire entre toutes, se transforme graduellement en une espèce d'arbitre entre ces administrations étatiques qui ne fonctionnent plus au même rythme et qui n'ont même plus les mêmes dépendances extérieures. Le chef de l'État, l'institution de la présidence (comme on le dit dans ces pays là) devient une sorte de pouvoir d'arbitrage entre des administrations qui deviennent des espèces de mini-États elles-mêmes : l'armée s'occupant d'économie, l'économie se donnant des forces de police etc..., il y a comme une confusion de genres où la structure de l'État est pervertie au profit d'une subdivision au centre.

Il y a enfin un cas qui est clair devant nos yeux et qui est très intéressant à étudier car c'est une forme originale de perversion : c'est l'exemple de l'État iranien. L'État iranien est un État dédoublé où cette espèce de combinaison tout à fait bizarre qu'on a vue au moment de la Révolution iranienne - et qui a disparu depuis, puisqu'un régime autoritaire s'est installé - cette combinaison donc, d'un islam libéral et d'un islam autoritaire et fondamentaliste, plutôt que de donner naissance à une synthèse de deux courants, a donné naissance à une structure dédoublée sur toute la ligne. Nous avons d'une part l'État des fondamentalistes, imaginaire et qui est là, et de l'autre, l'État de ceux qui ont fait leurs études en France, en Allemagne, aux États-Unis et ailleurs et ces deux États coexistent dans le même temps. Nous avons d'un côté une constitution, un président de la République, un gouvernement, un parlement avec des questions de confiance etc... et nous avons, de l'autre côté, des constitutions parallèles qui commencent à la tête par un « *Faqih* » ayant constitutionnellement une autorité supérieure, et, au-dessous de lui, nous avons un conseil de Sages qui peuvent contrôler la constitutionnalité des lois et, au dessous, nous avons toute une série d'institutions dont la plus importante, est la Fondation des Dëshérités, qui double d'une manière substantielle l'ensemble des activités économiques de l'État. Donc, nous avons là une sorte d'aveu de l'impossibilité de concilier le legs de la Révolution française avec le legs islamiste. C'est absolument passionnant à étudier et comme solution, en fait, les Iraniens ont choisi de carrément dédoubler leur État.

Une autre perversion, intéressante à suivre et que j'annonçais plus haut, est cette prétention de l'État à pousser les droits sociaux, à peine élaborés par la Révolution française, jusqu'à l'extrême. ce qui fait que dans la

plupart des États d'Orient, l'État a voulu, surtout pendant les années cinquante, être à la fois l'État-patron et l'État-Pater-familias, c'est-à-dire qui vous emploie, qui vous soigne et qui éduque vos enfants! Cela était faisable et c'est une grande mission que les États s'étaient donnée autour des années 50. Mais pour résumer - puisque je n'ai plus beaucoup de temps, il faut bien avouer aujourd'hui que le bilan est désastreux. Puisque ce sont des charges que l'État a assumées sans préparer suffisamment une base économique productive qui puisse permettre aux prochaines générations de continuer à les assumer. Et nous avons aujourd'hui des phénomènes que vous connaissez bien, ceux d'États surendettés, ceux d'États qui sont prisonniers de leur rôle de Pater-familias : les problèmes de subventions, de la dette extérieure, de la démocratisation de l'enseignement, etc... mais qui assurent ces charges avec de moins en moins de succès et, dans beaucoup de pays, le concept d'égalité a d'une manière perverse joué dans le sens des plus forts puisque, si vous assurez la gratuité de l'enseignement pour tout le monde, cela veut dire aussi à ceux qui sont favorisés. C'est ainsi que l'État a assumé des charges et établi des égalités bien factices en réalité.

Aujourd'hui, les sociétés civiles commencent à douter de tout cela et à doubler l'État dans beaucoup de ces pays, notamment quand les politiques d'industrialisation, les réformes agraires ont montré leurs limites. Actuellement, nous avons des économies arabes qui, pour une part substantielle de leur P.N.B. sont des économies « au noir ». Certes, il y a eu des succès ; certes, il y a eu des services sociaux notamment dans les campagnes, certes, il y en a une prise en charge, notamment de l'enseignement. Mais dans la plupart des cas ces charges, extrêmement lourdes pour des États dans des sociétés en voie de développement, ont abouti très vite à des crises financières qui ont, à leur tour, abouti très vite à des politiques d'extraction, d'extraction forcée même pour que l'État puisse assumer l'idéal égalitaire.

Ces politiques d'extraction ont établi des politiques économiques désastreuses où c'est le producteur qui est pénalisé et le consommateur, au contraire, protégé par l'État. C'est là une des perversions qui est probablement l'une des plus graves dans l'idée même d'État.

Alors oui! j'ai des doutes, Mesdames et Messieurs, sur la pertinence, ainsi que sur la fiabilité du projet de 1789 dans l'Orient contemporain. Mais ces doutes peuvent aussi laisser la place à une possibilité d'optimisme. Cet optimisme, je le trouve dans la réflexion extrêmement profonde de Lenny Binder sur le libéralisme islamique. Binder pense que

les sans-culotte de la région peuvent, en effet, apporter quelque chose dans l'avenir. Il pense aussi qu'il y a trois conditions - en réalité il ne le dit pas en ces termes mais je peux le traduire ainsi sans grand risque de me tromper - pour que les idéaux de 1789 puissent être mieux pris en considération dans nos pays et connaître un meilleur succès.

La première est ce qu'il appelle l'émergence d'une bourgeoisie islamique.

La seconde, c'est la continuation dans l'élaboration de la doctrine de libéralisme islamique.

Enfin, que l'autonomie de l'État par rapport à la société soit de plus en plus effective - ce qui est le cas aujourd'hui - et que ce processus continue.

Ces trois conditions que Binder pose pour une exportation réussie des idéaux de 1789, je lui concède qu'elles sont des conditions de base mais avec tout de même 2 ou 3 nuances.

Concernant l'émergence de la bourgeoisie islamique, il faut noter qu'il est important ici de ne pas tomber dans cette obsession, américaine notamment, de la nouvelle classe moyenne. On a vu que cette N.M.C. (*New Middle Class*) était fort peu fiable dans des moments de crise.

Sur la question de la doctrine de libéralisme islamique, il faut se faire une idée bien nette qu'on voit dans l'ensemble des ouvrages sur l'islamisme contemporain, à savoir que la frontière, le partage entre le libéralisme islamique et le fondamentalisme islamique est encore à faire. Car à lire les libéraux et à lire les fondamentalistes islamiques, on voit que le partage n'est pas fait, qu'ils ont dans l'ensemble jusqu'ici les mêmes références doctrinales. Peut-être que dans l'avenir ce partage sera-t-il mieux fait!

Quant à la troisième condition, qui est l'usure de l'autonomie de l'État, elle se fait ; elle se fait même un peu trop rapidement. Mais l'État n'est pas assez constitué pour que cette usure se fasse sans dommage et, en réalité, on peut arriver à une situation où l'État s'est si fortement usé qu'une fois un « 1789 » local arrivé, il n'y a plus de pouvoir à passer aux sans-culotte qui auront réussi leur révolution.